

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

42022 St ETIENNE GEDEX

TÉLÉPHONE : (77) 33-42-45

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE

Le

Boullard

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Poste Téléphonique intérieur

à Appeler 22

BV/CA

Dossier n° 15035

Vu la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret du 21 septembre 1977,

Vu la demande présentée par M. Louis RAMBAUD, Chef des Etablissements de l'Ondaine de la Société CREUSOT Loire, en vue d'obtenir l'autorisation, à titre de régularisation, d'installer à FRAISSES, des ateliers de traitements thermiques, de parachèvement, de décapage et de fabrication de segments,

Vu les plans et autres documents annexés à cette demande

Vu le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, en application de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et conformément aux dispositions des articles 6 et 7 du décret du 21 septembre 1977,

Vu les avis émis par :

- M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie Rhône-Alpes, Inspecteur des Installations classées,
- M. le Directeur départemental de l'Équipement,
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture,
- M. le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi,
- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur départemental de la Protection Civile,
- Le Conseil Municipal d'UNIEUX au cours de sa séance du 18 septembre 1980,
- le Conseil Municipal de FRAISSES au cours de sa séance du 8 octobre 1980,
- le Conseil Municipal de ST. PAUL-EN-CORNILLON, au cours de sa séance du 22 octobre 1980,
- le Commissaire -enquêteur,

.../...

Le Conseil départemental d'hygiène, au cours de sa séance du 3 novembre 1981,

CONSIDERANT:

- que cette installation est soumise à autorisation

A R R E T E :

ARTICLE 1er - M. Louis RAMBAUD, Chef de l'Etablissement de l'Ondaine, de la Société CREUSOT LOIRE est autorisé, à titre de régularisation, à installer et exploiter à FRAISSES, les installations suivantes répertoriées dans la nomenclature annexée au décret modifié du 20 mai 1953 :

Nature et volume des activités	n° de la nomenclature	A.D ou N.C
- Emploi de matières abrasives (5 t/an)	1 bis	D
- Dépôt d'acide fluorhydrique en solution aqueuse en récipients de capacité unitaire inférieure à 250 kgs (240 L) quantité maximale stockée : 1 tonne	18 bis. B2	D
- Dépôt d'acide nitrique concentré réservoir aérien : 2,5 m3	23	NC
- Dépôt d'acide sulfurique concentré réservoir aérien : 10 m3	31 Bis	NC
- Procédé de chauffage employant comme transmetteur de chaleur des fluides organiques combustibles :		
- température d'utilisation : 120 °c	120 II	D
- point de feu des fluides : 250 ° c		
- quantité de fluide utilisé: 5 m3		
- Chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus Volume des bains: 750 L	121 2°	D
- Installation de combustion (chaudière + fours) fonctionnant au gaz: 16.600 th/h	153 bis	A
- Dépôt et centrale d'hydrogène gazeux Quantité maximale stockée 240 m3	236 bis A2	D
- Atelier où l'on emploie des liquides halogénés ininflammables - quantité utilisée : 2 m3 de trichloréthylène	251 2°	D
- Travail des métaux et alliages (planage) 12 ouvriers	281	NC
- Travail des métaux et alliages (meulage) 4 ouvriers	282	NC

Nature et volume des activités	: n° de la nomen- : clature	: A.D ou : N.C
- Trempe, recuit des métaux et alliages	285	D
- Traitements chimiques des métaux	288 1°	A
Volume total des bains de traitement 34 m³		
- application à froid de vernis et peintures à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie, par pulvérisation	405 B1° b	D
Quantité utilisée journallement inférieure à 25 L (15 l par semaine environ)		
- cuisson ou séchage des vernis et peintures à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie	4061 b°	A

ARTICLE 2 - Cette autorisation est accordée sous réserve que le bénéficiaire se conforme pour l'aménagement et le fonctionnement de cette installation aux prescriptions suivantes :

I - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

1.1. GENERALITES.

1.1.1. - Implantation et exploitation

L'établissement sera situé, installé et exploité conformément à la demande et documents annexés, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

1.1. 2. Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation, ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.1.3. Voies de circulation.

Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté pour éviter les envols de produits ainsi que leur entraînement par les pluies dans le milieu naturel.

.../...

1.2 BRUITS ET VIBRATIONS

1.2.1. L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

1.2.2. Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976, dont copie ci-jointe au présent arrêté, lui sont applicables. En particulier, le niveau d'évaluation ne devra pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessus (en dBA).

Zone à prédominance industrielle			
JOUR	Période intermédiaire		NUIT
7H - 20H	6H-7H - 20H-22H		22H-6H
Dimanches, jours fériés			
à l'intérieur des bâtiments	:	:	:
occupés ou habités par des	:	:	:
tiers au sens de l'article	:	:	:
2.2. de l'instruction du :	35	30	30
21 Juin 1976	:	:	:
En limite de propriété	70	65	60

1.2.3. - Les véhicules et engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, seront conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantiers seront d'un type homologué au titre du décret du 18 août 1969 modifié.

1.2.4. - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts parleurs etc...) gênants pour le voisinage est interdit; sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

1.2.5. Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratiles efficaces.

1.3 POLLUTION ATMOSPHERIQUE -

1.3.1. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la conservation des bâtiments ou monuments, au caractère des sites.

.../...

1.3.2 - Le cas échéant, les émissions gazeuses doivent être captées, canalisées et respecter les principes fixés à l'alinéa 1.3.1 ci-dessus. Il en sera en particulier ainsi de celles captées et canalisées en vertu des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail.

Un dispositif efficace de captation et de traitement des émissions à l'atmosphère pourra être exigé si, en raison des conditions d'installation ou d'exploitation de l'établissement, le voisinage est incommodé.

1.3.3 - Il est rappelé que toute installation thermique d'une puissance supérieure à 75 th/h, consommant un combustible commercial, est soumise aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975, relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie (J.O du 31 juillet 1975). Le coefficient CM à prendre en compte pour la calcul de la hauteur de la cheminée ne devra pas être supérieur à 0,15 ng/m³. Copie de l'arrêté précité est annexée au présent arrêté.

1.4 - POLLUTIONS DES EAUX

1.4.1 - Les eaux résiduelles seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 (J.O du 20 juin 1953).

En particulier, :

- le pH sera compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température de l'effluent rejeté sera inférieure à 30° C ;
- sa couleur ne devra pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur ;
- l'effluent devra être exempt de matières flottantes ;
- l'effluent ne contiendra aucun produit susceptible de dégager en égoût ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- l'effluent sera débarrassé de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables, indirectement ou directement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

La concentration moyenne sur 2 heures des effluents rejetés sera inférieure ou égale aux valeurs suivantes :

- MES (norme NFT 90 105) : 50 ng/l
- HYDROCARBURES (norme NFT 90 202) : 5 ng/l
- HYDROCARBURES (norme NFT 90 203) : 20 ng/l
- DBO₅ (norme NFT 90 103) : 100 ng/l
- DCO (norme NFT 90 101) : 150 ng/l.

1.4.2 - Pollutions accidentelles

1.4.2.1 - Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient, renversement d'engins de transports...) déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

.../...

1.4.2.2 - Les eaux susceptibles d'être polluées accidentellement doivent pouvoir être isolées de leur déversement normal et être envoyées, soit vers la station de traitement, si celle-ci existe et si elle est capable d'en absorber le débit, soit vers un bassin de rétention ayant un volume suffisant pour les recueillir avant envoi dans un centre de traitement.

1.4.3 - Réseau d'égout interne

Les égouts devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage.

Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Le réseau de collecte des effluents devant en temps normal subir un traitement ne comportera pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement dans le milieu récepteur.

1.4.4 - Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement seront normalement en circuit fermé, s'il subsiste des circuits de refroidissement "ouverts" un programme de réduction des débits devra être soumis à l'Inspecteur des Installations Classées.

1.4.5 - Réseaux d'eau

Les réseaux d'eau propre à l'usine ne doivent pas être susceptibles du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomène de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable, par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable.

1.4.6 - Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

1.5 - DECHETS

1.5.1 - Les déchets seront éliminés conformément aux dispositions de la loi 75-633 du 15 juillet 1975 et les textes pris pour son application, dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits ou des odeurs et d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et de l'environnement. Copie la loi précitée est annexée au présent arrêté.

1.5.2 - Le traitement des déchets devra être assuré, soit par l'exploitant, soit par une entreprise spécialisée qui devra obtenir préalablement l'agrément de l'inspecteur des installations classées.

1.5.3 - Toute incinération à l'air libre de déchets, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

1.5.4 - Il sera tenu un registre réservé aux enlèvements de déchets de toute nature, sur lequel devront être mentionnés, par type de déchets

- la composition du déchet,
- le poids ou le volume du déchet,

.../...

- le nom de la société de ramassage,
- la destination du déchet,
- le numéro d'immatriculation des véhicules d'enlèvement..

Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

1.5.5 - Le stockage des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas, ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement (pollution des eaux superficielles ou souterraines) et de manière à ne pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage (notamment par les odeurs).

En particulier, les déchets toxiques ou polluants seront traités de façon analogue aux matières premières de même nature en tout ce qui concerne leur conditionnement et la protection contre les fuites accidentelles.

Les huiles de coupes et de vidanges seront récupérées, stockées en fûts ou citernes fermées sur des aires bétonnées nettement délimitées formant cuvette de rétention, et ce avant d'être confiées à un ramasseur agréé.

Les boues de peinture seront remises à une entreprise spécialisée en vue de leur incinération ou de leur mise en dépôt en décharge contrôlée susceptible de recevoir de tels produits.

1.6 - RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

1.6.1 - Dispositions générales

1.6.1.1 - L'accès

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins de service incendie puissent évoluer sans difficulté.

1.6.2 - Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Ils seront entretenus en bon état et périodiquement contrôlés par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Dans les zones délimitées par l'exploitant où peuvent apparaître des gaz ou vapeurs combustibles en cours de fonctionnement normal ou anormal de l'installation, le matériel électrique, autre que les câbles ou canalisations, devra satisfaire aux dispositions du décret 78-779 du 17 juillet 1978.

1.6.3 - Moyens de secours

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.

Les règles d'installation, d'utilisation et d'entretien des extincteurs nobles seront les suivantes :

- a) tous les extincteurs devront porter la marque NF-MIH ;

b) les agents extincteurs seront appropriés aux classes des feux définies par norme NF S 61 901 ;

c) les appareils seront placés à proximité immédiate des points où un début d'incendie est à craindre (près des moteurs électriques, des dépôts de liquides inflammables et des postes de soudure); les emplacements choisis seront signalés et parfaitement accessibles ;

d) le personnel susceptible d'utiliser les extincteurs devra être parfaitement au courant de leur existence et des manœuvres à faire. Une consigne affichée auprès de chaque extincteur indiquera la conduite à tenir en cas de début d'incendie ;

e) tout extincteur utilisé même partiellement ou déchargé accidentellement doit être remis en état de fonctionnement dans un délai maximum de 8 jours ;

f) les appareils doivent être répartis de façon que l'on dispose d'un minimum de 18 litres de produit extincteur par 500 m² ou fraction de 500 m² de surface et dans les ateliers, d'un appareil au moins par 200 m² ou fraction de 200 m² de surface ;

g) la moitié de la totalité du produit extincteur doit se trouver dans les appareils d'une capacité au plus égale à 10 litres, le surplus pouvant être représenté par des appareils de capacité supérieure, chacun de ces derniers étant compté pour sa capacité réelle avec maximum de 50 litres ;

h) les locaux comportant des machines, transformateurs et appareils électriques seront pourvus d'une installation d'extincteurs mobiles spéciaux pour feux électriques. La quantité de produit extincteur sera au moins de 12 litres par 300 m² de surface de plancher, au minimum de 12 litres par installation ;

i) tous les trois mois, le personnel de l'établissement vérifiera que les appareils sont à la place prévue, parfaitement accessibles et en bon état intérieur ; tous les six mois, on procèdera ou on fera procéder à l'entretien et à la surveillance prévue par la notice du constructeur.

Tous les ans, on procèdera à une vérification qui donnera lieu à un compte rendu dont un exemplaire pourra être demandé par l'inspecteur des installations classées. Tout appareil de plus de douze ans d'âge sera soumis à la vérification du constructeur ;

j) tout le personnel devra être entraîné à la manœuvre des extincteurs.

1.6.4 - Exploitation

a) Vérifications périodiques

Les moyens de secours et le matériel électrique feront l'objet de vérifications périodiques par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre.

b) Consignes

Des consignes écrites seront établies pour la mise en œuvre de moyens d'intervention de lutte contre l'incendie pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel concerné et affichées de façon bien visibles.

c) Equipe de sécurité

Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution d'équipes d'intervention.

1.6.5 - Zone présentant des risques d'incendie

1.6.5.1 - Isolément par rapport aux tiers

Les bâtiments seront isolés des constructions voisines par un dispositif coupe feu de degré deux heures constitué :

- soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée,
- soit par un espace libre d'au moins 8 mètres

1.6.5.2 - Comportement au feu des structures métalliques

Les éléments porteurs de structures métalliques devront être protégés de la chaleur lorsque leur destruction sera susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre ou pourra compromettre les conditions d'intervention.

1.6.5.3 - Dégagements

Les portes s'ouvriront dans le sens de la sortie. Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres, ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Les locaux particulièrement dangereux ne seront pas implantés en cul de sac.

1.6.5.4 - Désenfumage

Le désenfumage des locaux devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume, la surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

Les dispositifs d'ouverture devront être accessibles.

1.6.6 - Zones présentant des risques d'explosion - Délimitation

Dans les installations où sont mis en oeuvre des liquides inflammables à une température supérieure à leur point d'éclair, des liquides inflammables de point d'éclair inférieur à 100° C ou des gaz combustibles liquéfiés, l'exploitant délimitera des zones où peuvent apparaître des gaz ou vapeurs combustibles en cours de fonctionnement normal ou anormal de l'installation.

.../...

II. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.

2.1. EMPLOI DE MATIERES ABRASIVES (Grenailleuse, machine de sablage)

2.1.1. L'emploi des matières abrasives se fera dans un local s'opposant à la dispersion des poussières.

L'air de l'atelier sera aspiré par un ventilateur et ne pourra être rejeté à l'extérieur qu'après avoir été débarrassé de ses poussières au moyen d'un dispositif efficace, maintenu en bon état de fonctionnement.

2.1.2. En toutes circonstances, des dispositions devront être prises pour éviter la dispersion des poussières et la chemin d'évacuation de l'atelier sera disposée de façon à éviter toute incommodité pour le voisinage.

2.1.3. En cas de lavage humide des gaz, les eaux de lavage feront l'objet d'une décantation efficace dans un bac qui sera régulièrement curé. Les boues de décantation et les poussières de filtration non recyclées seront confiées à une entreprise spécialisée et seront traitées comme il est dit au paragraphe 1.5 DECHETS.

2.2 - DEPOT D'ACIDE FLUORHYDRIQUE.

2.2.1. Le dépôt sera installé dans un local spécial en rez-de-chaussée, non surmonté d'étages; ses éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 1 heure;
- couverture incombustible.

Il ne commandera ni un escalier, ni un dégagement quelconque et sera lui-même d'un accès et d'un dégagement faciles.

La porte pare-flammes de degré une demi-heure, s'ouvrant en dehors, sera normalement fermée à clef.

2.2.2. Ce local sera à plus de 5 mètres de la voie publique ainsi que de tout local habité ou occupé par des personnes et de toute construction renfermant des matières combustibles ou réalisées en matériaux combustibles;

2.2.3. Le dépôt sera largement ventilé sur l'extérieur; cette ventilation sera assurée d'une façon telle qu'il n'en résulte aucune incommodité pour le voisinage;

2.2.4. Le sol du dépôt sera aménagé de manière à permettre la récupération ou la neutralisation de tout l'acide qui pourrait se répandre en cas de fuite ou de rupture d'un des récipients; la neutralisation d'acide accidentellement répandu se fera uniquement sous forme de sel peu soluble tel que le fluorure de calcium.

2.2.5. L'installation électrique sera spécialement protégée contre l'action corrosive de l'acide fluorhydrique,

2.2.6. Toutes dispositions seront prises pour éviter une élévation dangereuse de température.

2.2.7. On n'admettra dans le dépôt que des récipients offrant une résistance mécanique et chimique dûment éprouvée.

2.2.8. Il sera procédé à de fréquentes visites destinées à constater qu'il n'existe aucune fuite et que les récipients sont en parfait état.

En cas de constatation de fuite, le récipient défectueux sera immédiatement évacué. L'évacuation des récipients défectueux sera faite dans le plus bref délai, dans des conditions évitant tout danger ou incommodité pour le voisinage.

2.2.9 Il est interdit de se livrer, à l'intérieur du dépôt à des réparations quelconques des récipients ainsi qu'à une utilisation quelconque d'acide fluorhydrique ou à des transvasements autres que ceux qui pourraient être impérativement rendus nécessaires par une avarie du matériel de stockage.

2.2.10. Il est interdit de fumer dans le dépôt, d'y introduire une flamme sous quelque forme que ce soit, ainsi que tout objet susceptible de provoquer des étincelles; cette interdiction sera affichée bien en évidence à proximité de l'entrée;

2.2.11. Il est interdit de placer dans le dépôt ou dans son voisinage immédiat des amas de matières combustibles ou susceptibles de s'imprégner d'acide.

2.2.12. En cas d'incendie dans le voisinage, des dispositions seront prises pour protéger le dépôt ou l'évacuer en temps utile.

On disposera à cet effet d'un appareil pour le transport rapide des récipients. Le dépôt sera, en outre, pourvu de moyens de secours appropriés contre l'incendie: extincteurs à poudre ou à anhydride carbonique, etc...

2.2.13. On disposera en permanence d'une réserve de chaux éteinte permettant au minimum la neutralisation éventuelle de l'acide contenu dans le type le plus grand des récipients emmagasinés.

2.2.14. La porte d'entrée du dépôt portera une affiche mentionnant la nature des matières entreposées et des précautions à prendre pour leur manipulation, notamment en cas d'accident (fuite d'acide, incendie);

2.2.15. Une réserve de vêtements de protection sera prévue à proximité du dépôt pour que le personnel puisse intervenir rapidement en cas d'accident. Si on emmagasine de l'acide fluorhydrique anhydre, la réserve comportera également au moins

un masque à-gaz d'un modèle agréé. Le personnel sera initié et entraîné au maniement et au port de ce matériel de protection.

2.3 DEPOTS D'ACIDES NITRIQUE ET SULFURIQUE.

2.3.1. Les matériaux utilisés à la construction des réservoirs devront présenter une résistance mécanique et une épaisseur suffisantes pour supporter les forces de pression hydrostatique sur le fond et les parois latérales, les surcharges occasionnelles dues principalement à la neige, sur le couvercle, s'il s'agit de réservoirs fermés et résister efficacement aux corrosions consécutives à l'action des agents atmosphériques;

2.3.2. Ces matériaux devront être soit résistants à l'action chimique du liquide emmagasiné, soit revêtus sur la surface en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable, tant par l'acide concentré que par l'acide dilué;

Les lavages pouvant précéder les vérifications périodiques prévues par la condition 2.3.4 ci-après ne devront pas provoquer d'attaque sensible de ces matériaux susceptibles d'être accompagnée de dégagement d'un gaz (hydrogène, arsénié par exemple);

2.3.3. Les réservoirs pourront reposer, soit sur un massif, soit sur une charpente.

Dans tous les cas, l'installation devra permettre d'accéder facilement autour des bacs pour déceler les suintements fissurations, corrosions éventuelles des parois latérales.

Dans le cas où le fond du réservoir ne repose pas sur un socle par la totalité de sa surface, l'installation devra être telle qu'on puisse examiner les parties de ce fond laissées apparentes.

2.3.4. On devra procéder périodiquement à l'examen extérieur des parois latérales et éventuellement du fond des réservoirs.

Ces examens seront effectués chaque année sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder douze mois.

Si aucune objection technique ne s'y oppose, on procédera également à l'examen intérieur de l'état du réservoir (endoscope, descente d'ouvriers). Les précautions utiles (ventilation, contrôle de l'absence de gaz toxiques, équipement du personnel qualifié pour ces contrôles, vêtements spéciaux, masques efficaces) seront prises pour éviter tout accident pendant ces vérifications.

Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion d'aspect normal, on devra procéder à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires afin d'en déceler les causes et y remédier.

On devra de même vérifier le bon état des charpentes métalliques supportant les réservoirs et s'assurer qu'aucune corrosion grave provenant de fuites du liquide stocké ne s'est produite.

Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial.

2.3.5. La vidange en service normal se fera, soit par un robinet placé à la partie inférieure du réservoir et muni d'un tampon de sécurité guidé à l'intérieur du réservoir, soit par un siphonnage avec dispositif poste fixe permettant l'amorçage facile du siphon qui sera muni à son extrémité d'un robinet d'arrêt facile à manoeuvrer.

De plus, dans le premier cas, un dispositif devra permettre de manoeuvrer à distance le tampon de sécurité. Dans le second, un dispositif antisiphon commandé à distance, se trouvera sur la canalisation pour être utilisé en cas d'accident ou d'incident au robinet d'arrêt pendant les opérations de vidange. Le bon fonctionnement de ces dispositifs devra être vérifié au moins une fois par semaine.

2.3.6. L'alimentation du réservoir se fera au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique du liquide; le bon état de ces canalisations sera vérifié fréquemment.

2.3.7. Toute possibilité de débordement de réservoir, en cours de remplissage devra être évitée, soit par un dispositif de trop-plein assurant de façon visible l'écoulement du liquide dans les réservoirs annexes, soit par un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux.

2.3.8. La communication du réservoir avec l'atmosphère extérieure pourra se faire par des dispositifs susceptibles d'empêcher l'entrée de la vapeur atmosphérique; dans tous les cas, les évents, les trous de respiration, et en général, tous mécanismes pour évacuer l'air du réservoir au moment du remplissage ou pour faire pénétrer l'air au moment de la vidange, auront un débit suffisant pour qu'il n'en résulte jamais de surpressions ou de dépressions anormales à l'intérieur.

2.3.9. Le réservoir pourra être installé en surélévation par rapport au sol ambiant; celle-ci devra au maximum correspondre au gabarit de la société nationale des chemins de fer français, augmenté de 50 cm pour qu'un wagon-citerne puisse être rempli par gravitation. Des dérogations spéciales pour dépasser cette hauteur pourront être demandées pour chaque cas d'espèce à l'inspection des Installations Classées.

2.3.10. Si les réservoirs sont installés en surélévation, ils seront placés sur des bâtis ou supports construits dans les règles de l'art et offrant toutes garanties de résistance mécanique; ils seront maintenus à l'abri de toutes corrosions.

2.3.11. Toutes dispositions devront être prises pour qu'en aucun cas le heurt d'un véhicule ne puisse nuire à la solidité de l'ensemble. En conséquence, les voies de circulation seront disposées de telle sorte qu'un intervalle largement suffisant avec bornes de protection surélevées d'au moins 50 cm. existe entre le soutènement des réservoirs et les véhicules.

2.3.12. Les réservoirs ou fûts seront placés en plein air ou dans un local très largement aéré ; ils seront installés dans un endroit tel qu'en aucun cas, le liquide ne puisse s'écouler hors de l'enceinte de l'usine. En conséquence, sous chaque réservoir ou groupe de réservoirs, devra être aménagée une aire suffisamment étanche présentant une dénivellation ou une orientation telle qu'en cas de fuite ou de rupture d'un réservoir, le liquide soit dirigé vers une cuvette de retenue étanche où son accumulation ne présente aucun risque. Cette disposition servira également à rassembler les égouttures éventuelles et les eaux de lavage ; le sol du dépôt ne devra en aucun cas être en communication directe avec l'égout. Cette mesure ne s'appliquera pas aux réservoirs construits en surélévation qui devront répondre aux prescriptions de la condition 2.3.13.

2.3.13. Les réservoirs situés en surélévation seront installés de manière telle qu'on puisse facilement circuler au-dessous et autour d'eux afin de pouvoir déceler tout suintement ou fuite et y remédier. Les réservoirs seront placés sur des supports offrant toute garantie de résistance mécanique. Toutes dispositions devront être prises pour qu'en aucun cas le heurt accidentel d'un support ne puisse nuire à la solidité de l'ensemble. A cet effet, des bornes de protection d'une hauteur suffisante seront placées autour des piliers et à une distance suffisante de ceux-ci.

2.3.14. Les réservoirs seront reliés à un bon sol humide par une connexion métallique à large section dont la résistance électrique n'excèdera pas 100 ohms et ne présentera pas de self appréciable.

2.3.15. Un panneau signalisateur indiquera la nature du dépôt, de manière qu'en cas d'intervention des pompiers, ceux-ci soient prévenus du danger que présente la projection sans précaution d'eau sur de l'acide sulfurique concentré.

Les réservoirs, containers, cuves, porteront en caractères apparents l'indication de leur contenu.

2.3.16. Une réserve de vêtements de protection (sabots ou chaussures spéciales, tabliers, gants, lunettes, masques, etc...) sera prévue à proximité des réservoirs pour que le personnel puisse intervenir rapidement en cas d'accident de manutention. Le personnel sera initié et entraîné au maniement et au port de ce matériel de protection ; des consignes réglant l'intervention des équipes de secours seront affichées à proximité du dépôt et au bureau. Le responsable de l'équipe de secours sera chargé de la vérification des équipements de protection et du matériel de secours, qui devront toujours être maintenus en parfait état.

2.4. - PROCÉDE DE CHAUFFAGE EMPLOYANT COMME TRANSMETTEUR DE CHALEUR DES FLUIDES ORGANIQUES COMBUSTIBLES :

2.4.1. Le liquide organique combustible sera contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évent.

2.4.2. Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évent fixés sur le vase d'expansion permettront l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité sera convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.

Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil sera constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.

Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève à aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

A raison de leurs caractéristiques, les générateurs sont, le cas échéant, soumis au règlement sur les appareils à vapeur et les canalisations et récipients au règlement sur les appareils à pression de gaz.

2.4.3. Au point le plus bas de l'installation, on aménagera un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne devra interrompre automatiquement le système de chauffage. Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange, conduira par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent disposé comme à la condition 2.4.2.

2.4.4. Un dispositif approprié permettra à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable.

2.4.5. Un dispositif thermométrique permettra de contrôler à chaque instant la température maximum du liquide transmetteur de chaleur.

2.4.6. Un dispositif automatique de sûreté empêchera la mise en chauffage ou assurera l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service seront insuffisants.

2.4.7. Un dispositif thermostatique maintiendra entre les limites convenables la température maximum du fluide transmetteur de chaleur.

2.4.8. Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionnera un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximum du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat.

2.5. CHAUFFAGE ET TRAITEMENTS INDUSTRIELS PAR L'INTERMEDIAIRE DE BAINS DE SELS FONDUS :

2.5.1. L'atelier sera au rez-de-chaussée, non surmonté d'étage ni placé au-dessus d'un sous-sol occupé ; il sera suffisamment éloigné de tout local habité ou occupé, de tout dégagement, de toute voie publique et de toute matière combustible ou explosive, compte-tenu notamment de la nature du sel, des matières à traiter et de la capacité du bain.

2.5.2. L'atelier sera entièrement construit et aménagé en matériaux incombustibles. Son toit sera en matériaux légers pouvant laisser passer sans résistance une onde explosive. Les murs latéraux seront coupe-feu de degré 1 heure et capables de résister à une explosion.

2.5.3. Le local n'aura d'autre affectation que les opérations industrielles étroitement liées à l'usage du bain de sel fondu et ne pouvant être effectuées en dehors de ce local.

2.5.4. Le local aura au moins deux issues opposées avec portes pare-flammes de degré une demi-heure ouvrant vers l'extérieur.

2.5.5. Le local sera largement ventilé sur le dehors, mais de façon qu'il ne résulte de cette ventilation ni incommodité, ni danger pour le voisinage.

2.5.6. Toutes précautions seront prises pour que la température du bain ne puisse s'élever dangereusement (par exemple par chauffage excessif ou par introduction à cadence trop rapide de pièces trop chaudes) et donner lieu à un incendie ou à une explosion.

2.5.7. Toutes précautions seront prises pour que de l'eau, même en très petite quantité, ne puisse être introduite dans le bain, par exemple par introduction de pièces à traiter non complètement séchées au préalable..

2.5.8. Il est interdit d'introduire dans un bain de sel fondu, oxydant à sa température d'utilisation, des pièces en métaux ou en alliage oxydables à cette température ; en particulier, il est interdit d'introduire dans un bain de nitrate alcalin des pièces en magnésium ou en alliage à plus de 5% de magnésium.

2.5.9. Il est interdit d'introduire dans un bain de nitrate alcalin des pièces sortant d'un bain contenant plus de 5% de cyanure alcalin à l'état fondu.

2.5.10. Le bain de sel sera facilement accessible sur toutes ses faces latérales, de façon à pouvoir être, à intervalles réguliers et rapprochés, débarrassé de toutes les crasses, boues et matières étrangères qui peuvent s'y trouver.

Les dates de ces nettoyages seront portées sur un cahier signé d'un préposé responsable et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.5.11. L'atelier sera aménagé et exploité conformément aux articles Ier à I7 de l'instruction ministérielle du 4 juillet 1972 ci-joint

2.5.12. Les bains de sels usés devront être confiés à une entreprise agréée ou être traités dans une décharge autorisée pour ce type de déchets.

2.6. INSTALLATIONS DE COMBUSTION - CHAUFFAGE DES ATELIERS :

2.6.1. La construction des cheminées devra être conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 ci-joint.

2.6.2. Le réseau de distribution de gaz naturel devra respecter l'ensemble des règles de l'Association Technique de l'Industrie du Gaz de France.

2.6.3. Les appareils de chauffage devront être éloignés ou efficacement séparés de toute accumulation de matières inflammables ou de toute autre installation mettant en oeuvre des liquides inflammables.

2.6.4. L'entretien des installations de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire. Une révision générale et un contrôle d'étanchéité seront assurés de manière annuelle.

2.6.5. Les résultats des contrôles et les compte-rendus d'entretien seront portés au livret de chaufferie prévus par les articles 24 et 25 de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975.

2.7. DEPOT ET CENTRALE D'HYDROGENE GAZEUX :

Définitions

2.7.1. Un dépôt d'hydrogène gazeux est un emplacement réservé au stockage de récipients (bouteilles, cadres, paniers, véhicules-batteries), conservés robinets fermés, qui sont destinés soit à la vente, soit à l'utilisation en un autre emplacement de l'établissement.

Dans le dépôt toute utilisation ou tout transvasement de gaz est interdit par définition.

2.7.2. Une centrale d'hydrogène gazeux est une installation permettant de distribuer de l'hydrogène dans un réseau à partir de récipients d'hydrogène comprimé (bouteilles, cadres ou véhicules-batteries).

Implantation du dépôt et des centrales

2.7.3. Les dépôts et les centrales peuvent être situés :

- en plein air ou sous simple abri
- à l'intérieur d'un local spécial conçu ou adapté pour cet usage.

Ils peuvent se trouver également associés à un dépôt d'hydrogène liquide pour pallier une défaillance éventuelle de l'évaporateur froid.

Dans ce dernier cas, ils seront considérés comme faisant partie du dépôt d'hydrogène liquide et les quantités stockées sous forme gazeuse seront ajoutées aux quantités stockées sous forme liquide dans les conditions fixées par l'instruction relative aux dépôts d'hydrogène liquide.

Les règles techniques relatives aux dépôts d'hydrogène gazeux restent cependant applicables à ces dépôts à l'exclusion des règles d'éloignement, qui sont alors celles fixées par l'instruction.

Prescriptions applicables aux dépôts

Implantation

I°) Dépôt situé en plein air ou sous simple abri.

2.7.4. Le dépôt devra être distant d'au moins 8 mètres :

- d'un immeuble habité ou occupé par des tiers,
- d'un dégagement accessible aux tiers ou d'une voie publique,
- d'un bâtiment construit en matériaux combustibles, de tout dépôt de matières combustibles ou comburantes et de toute activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion.

Cette dernière distance ne sera pas exigible si le dépôt est séparé du bâtiment, du dépôt de matières combustibles ou comburantes ou de toute installation classée par un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 mètres et prolongé du côté du dépôt par un auvent construit en matériaux incombustibles et pare-flamme de degré 1 heure, d'une largeur minimale de 3 mètres en projection sur un plan horizontal.

Ce mur devra être prolongé de part et d'autre et du côté du dépôt par des murs de retour sans ouverture, construits en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré 1 heure, d'une hauteur de 3 mètres et d'une largeur de 2 mètres au moins.

Le dépôt devra être protégé par une enceinte fermée d'une hauteur minimale de 2 mètres totalement ou partiellement grillagée.

/ Installations électriques :

2.7.5. Toutes installations électriques autres que celles nécessaires à l'exploitation du dépôt sont interdites.

Les installations électriques du dépôt, réalisées avec du matériel normalisé, seront installées conformément aux règles de l'art.

Est notamment interdite l'utilisation de lampes suspendues à bout de fil conducteur et de baladeuses non conformes à la norme NFC61710.

En plein air ou sous simple abri, l'éclairage artificiel du dépôt devra se faire par des lampes électriques sous enveloppe de verre ou par des projecteurs placés à plus de 5 mètres du périmètre du dépôt.

Protection contre l'incendie

2.7.7. Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente dans le dépôt et à l'extérieur du dépôt dans un rayon de 5 mètres autour du périmètre du dépôt.

Si le dépôt se trouve dans un local, cette interdiction devra être affichée dans et à l'extérieur du local, près de l'entrée.

2.7.8. - On devra disposer à proximité immédiate du dépôt des moyens suivants :

a) Si la capacité du dépôt est supérieure à 200 m³ mais inférieure ou égale à 1 000 m³ :

- deux extincteurs à poudre de 9 kg
- deux extincteurs à eau pulvérisée de 10 litres ou un poste d'eau équipé d'une lance

b) Si la capacité du dépôt est supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 3 000 m³ :

- un extincteur à poudre de 50 kg sur roues,
- un robinet d'eau de 40 mm, équipé d'une lance susceptible d'être mise instantanément en service.

Q.7.9. Le matériel devra être périodiquement contrôlé et la date des contrôles devra être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Le personnel devra être entraîné à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

En cas d'incendie dans le voisinage du dépôt des dispositions devront être prises pour protéger le dépôt.

Exploitation et entretien du dépôt

2.7.10. Il est interdit d'utiliser le dépôt à un autre usage que l'emmagasinement des récipients contenant de l'hydrogène comprimé et ses mélanges inflammables avec des gaz inertes. Ces récipients devront répondre à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Des récipients de gaz neutres pourront cependant être stockés dans le dépôt sous réserve qu'il n'en résulte aucune difficulté pour la surveillance et l'exploitation du dépôt.

2.7.11. Dans le dépôt, les récipients devront être placés de façon stable et de manière à être facilement inspectés et déplacés, les robinets étant aisément accessibles pour le contrôle de l'étanchéité.

2.7.12. Toutes dispositions devront être prises pour éviter la détérioration des récipients en cours de stockage ou de manutention.

2.7.13. Il est interdit de se livrer dans le dépôt à une réparation des récipients ou à une opération quelconque comportant l'écoulement de l'hydrogène à l'extérieur du récipient.

Prescriptions applicables aux centrales

Implantation

2.7.14. Les centrales installées en plein air ou sous simple abri devront répondre aux conditions d'installation définies par le paragraphe 2.7.4. et aux prescriptions des paragraphes 2.7.5. - 2.7.6. - et 2.7.7. (1er et 2ème alinéa).

En outre, la protection contre les intempéries des organes d'équipements de la centrale (matériels de détente et de contrôle) devra être assurée.

Règles d'installation

2.7.15. Les récipients de l'installation centrale de distribution devront être arrimés, si nécessaire, pour assurer leur stabilité.

2.7.16. L'installation centrale de distribution devra comporter un ou plusieurs collecteurs généraux (rampes) auxquels seront reliés les récipients d'hydrogène, et un poste de détente et de contrôle servant à régler la pression de distribution à la valeur requise pour l'utilisation.

2.7.17. Toutes les masses métalliques de l'installation devront être mises à la terre.

La résistance des prises de terre doit être inférieure à 20 ohms.

2.7.18. Si l'hydrogène est utilisé avec un gaz comburant sous pression, un organe de sécurité s'opposant à tout reflux vers le poste centrale de détente devra être placé entre la canalisation de distribution d'hydrogène et chaque poste d'utilisation. Cet organe de sécurité devra être d'un type efficace, et entretenu en bon état de fonctionnement. Son efficacité devra être attestée par un certificat de l'installateur.

2.7.19. Les tuyauteries de l'installation centrale devront être fixes, rigides et métalliques, à l'exception de celles servant au raccordement des éléments mobiles.

Les tuyauteries flexibles devront être en matériau non perméable à l'hydrogène, capable de résister à une pression au moins égale au double de la pression maximale de remplissage des récipients pour une température de 50°C. Elles devront être raccordées par un dispositif métallique étanche et empêchant toute disjonction accidentelle. Elles devront, en outre, être vérifiées au moins une fois par an par une personne compétente.

2.7.20. L'emploi de tout métal non ductible pour les canalisations, raccords, vannes et autres organes d'équipement de la centrale, est interdit.

2.7.21. Les canalisations devront être repérées au moyen de couleurs normalisées.

2.7.22. Tout rejet de purge d'hydrogène devra se faire à l'air libre et dans tous les cas, en un lieu et à une hauteur suffisante pour ne présenter aucun risque.

Les canalisations de purge devront comporter des arrêts de flamme adaptés à l'hydrogène.

2.7.23. La centrale d'hydrogène devra également satisfaire aux prescriptions des paragraphes 2.7.8. - 2.7.9. - 2.7.10. - et 2.7.12 ainsi que 2.7.13. en ce qui concerne l'interdiction de réparation des récipients.

Surveillance et entretien

2.7.24. La surveillance et l'entretien de la centrale devront être assurés par un préposé responsable ; une consigne écrite devra indiquer le mode de fonctionnement de l'installation, les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'incident, la façon de prévenir le préposé responsable et le numéro d'appel des Sapeurs-Pompiers. Cette consigne devra être affichée en permanence de façon apparente et inaltérable.

Les installations électriques devront être périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles devront être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.8. - EMPLOI DE LIQUIDES HALOGENES

2.8.1. Le sol de l'atelier sera imperméable ; il sera disposé en cuvette, de façon qu'en cas d'accident la totalité des liquides halogénés puisse être retenue dans l'atelier.

2.8.2. L'étanchéité absolue et le maintien en bon état de tous les appareils, réservoirs et conduits de solvants chlorés seront très fréquemment vérifiés.

2.8.3. Toutes dispositions seront prises pour éviter la diffusion dans l'atmosphère de l'atelier de vapeurs de solvants chlorés.

2.8.4. L'aération de l'atelier sera assurée de façon qu'il n'en résulte ni danger ni inconvénient pour le voisinage. En particulier, les baies de l'atelier s'ouvrant sur des cours intérieures seront maintenues fermées pendant le travail.

2.8.5. Si, malgré toutes ces dispositions, il y a émission de vapeurs de solvants chlorés reconnue gênante pour les tiers, une dénaturation de l'air avant son évacuation, par tout procédé efficace retenant ces solvants tel qu'absorption par charbon actif, etc... pourra être imposée.

2.8.6. Lors de la récupération du solvant chloré, on évitera toute surchauffe accidentelle susceptible de provoquer une décomposition de ce solvant (dépassant par exemple 120° C pour le trichloréthylène, 150° C pour le perchloréthylène, etc...).

2.8.7. L'établissement sera muni d'extincteurs permettant de combattre tout début d'incendie, d'origine quelconque, susceptible d'atteindre l'appareillage contenant les solvants chlorés.

2.9. ATELIERS OU L'ON TRAVAILLE LES METAUX (découpage, meulage etc...)

2.9.1. Les eaux nécessaires au refroidissement des machines seront recyclées.

2.9.2. Les huiles et battitures retenues devront être récupérées ; elles seront considérées comme DECHETS et traitées comme il est dit au I.5.

2.9.3. L'eau éventuellement utilisée au meulage sera autant que possible décantée et recyclée.

Les boues de décantation seront traitées comme il est dit au paragraphe I.5.

2.9.4. Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par le bruit seront isolées par des capotages et dispositifs antivibratiles efficaces.

2.10. TREMPÉ ET REVENU DES MÉTAUX ET ALLIAGES

2.10.1. Les fours ou foyers et conduits de fumée seront placés à distance convenable de toutes parties inflammables de constructions et isolés des constructions occupées par des tiers, de manière à éviter tout danger d'incendie et à ne pas incommoder les voisins par la chaleur.

2.10.2. Si la trempe est faite avec des bains de substances combustibles ou inflammables, le bac de trempe devra pouvoir être rapidement clos de façon assez hermétique en cas d'inflammation.

2.10.3. Des dispositions seront prises pour empêcher que le voisinage ne soit incommodé par les émanations des bains de trempe.

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

2.11. ATELIER DE DECAPAGE :

2.11.1. L'atelier sera aménagé et exploité conformément aux dispositions de l'instruction annexée à la circulaire du 4 juillet 1972, relative aux ateliers de traitement de surface (J.O. du 27 juillet 1972 et du 16 décembre 1972) annexée au présent arrêté.

2.11.2. Le sol des emplacements où seront transvasés, utilisés ou stockés les acides devra former une cuvette de rétention étanche et inattaquable ; on dirigera tout écoulement accidentel vers une cuvette de rétention étanche. Le volume de cette cuvette sera au moins égal au volume de la plus grosse cuve.

2.11.3. Le bon état des cuves de traitement de leurs annexes, du stockage des solutions concentrées et des canalisations sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suppression d'activité de l'atelier supérieure à 3 semaines et au moins une fois par an.

2.11.4. Des consignes spécifiant la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier, après une suspension prolongée d'activité, ainsi que les conditions dans lesquelles seront délivrées les produits et les précautions qu'ils nécessitent seront établies.

2.11.5. Les bains de traitement usés et les eaux de rinçage seront détoxiqués. Les effluents devront, avant d'être évacués, subir un traitement leur permettant de satisfaire aux normes suivantes :

- pH compris entre 5 et 9,
- teneur en cyanures oxydables par le chlore < 1 mg/l
- teneur en chrome hexavalent < 0,1 mg/l
- teneur en cadmium < 3 mg/l

- teneur en métaux (cadmium + cuivre + chrome + nickel + zinc + fer)
 < 15-mg/l
- teneur en fluorure (15 mg/l)

2.11.6. Une consigne d'exploitation sera établie. Cette consigne devra prévoir :

- la fermeture de la vanne commandant l'évacuation des eaux de rinçage pendant les heures de fermeture des ateliers.
- le mode d'exploitation de la station de détoxication,
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées
- la conduite à tenir en cas de déversement accidentel de produits toxiques, en cas de défaut de fonctionnement de la station de détoxication ou en cas d'incident autre.

2.11.7. Tous les effluents issus de l'atelier seront détoxiqués et traités dans la station de détoxication agréée de la Société CREUSOT-LOIRE

Leur débit ne devra en aucun cas excéder les débits maximaux admissibles par cette station.

Tout changement dans ces dispositions devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préfectorale.

2.11.8. Les vapeurs et gaz issus de l'atelier de traitement de surface, notamment ceux captés au-dessus des bains de décapage acide seront lavés et épurés avant rejet.

Les eaux utilisées au lavage des vapeurs et gaz seront traitées comme les eaux de rinçage de l'atelier de traitement de surface.

2.12. INSTALLATION DE PEINTURE PAR PULVERISATION :

2.12.1. La quantité de vernis utilisée journalièrement ne dépassera pas 25 litres.

2.12.2. Les éléments de construction de l'atelier d'application de vernis présenteront les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- Murs et parois : coupe-feu de degré deux heures,
- Portes : pare-flammes de degré une demi-heure,
- Couverture : incombustible,
- Plancher haut : coupe-feu de degré une heure,
- Sol : incombustible

2.12.3. L'atelier ne sera jamais installé en sous-sol.

Les locaux adjacents à l'atelier auront une issue de dégagement indépendante.

Les portes de l'atelier, au nombre de deux au moins, seront munies chacune d'un rappel autonome de fermeture ou d'un dispositif de rappel automatique asservi au pistolet ; elles ouvriront dans le sens de la sortie, et ne comporteront aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou etc...)

2.12.4. L'application des vernis se fera sur un emplacement spécial en principe surmonté d'une hotte d'aération, et les vapeurs seront aspirées mécaniquement, de préférence par descensum, grâce à des bouches d'aspiration placées au-dessous du niveau des objets à vernir.

Si l'encombrement des objets à vernir ne permet pas le travail sous hotte, un dispositif d'aération d'efficacité équivalente devra être installé.

2.12.5. Si le vernissage est effectué dans une cabine spéciale (enceinte entièrement close ou non pendant l'opération) et si celle-ci est implantée dans un atelier où se trouvent :

- des produits inflammables ou combustibles,
- au moins un point à une température supérieure à 150°C

tous les éléments de construction de cette cabine seront en matériaux incombustibles et pare-flammes de degré une heure.

La ventilation mécanique sera assurée par des bouches situées vers le bas.

2.12.6. La ventilation mécanique sera suffisante pour éviter que les vapeurs puissent se répandre dans l'atelier, ces vapeurs seront refoulées au-dehors par une cheminée de hauteur convenable et disposée dans des conditions évitant toute incommodité pour le voisinage. En outre l'atelier sera largement ventilé, mais de façon à ne pas incommoder le voisinage par les odeurs.

2.12.7. Toutes les hottes et tous les conduits d'aspiration ou de refoulement seront en matériaux incombustibles ; s'ils traversent d'autres locaux, la résistance au feu de leur structure sera coupe-feu de degré une heure ; si ces locaux sont occupés ou habités par des tiers, elle sera coupe-feu de degré deux heures.

2.12.8. L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit ; l'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuit, les fusibles, les moteurs et les rhéostats seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tel que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile" etc... Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la Société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

2.12.9. Toutes les parties métalliques (éléments de construction, hottes ou conduits, objets à vernir, supports et appareils d'application par pulvérisation) seront reliées à une prise de terre, conformément aux normes en vigueur.

2.12.10. Un coupe-circuit multipolaire, placé au-dehors de l'atelier et dans un endroit facilement accessible, permettra l'arrêt des ventilateurs au cas d'un début d'incendie.

2.12.11. Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau ou vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C.

La chaudière sera située dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à l'atelier d'application, il en sera séparé par une cloison pleine de résistance coupe-feu de degré deux heures.

Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

2.12.12. Il est interdit d'apporter dans l'atelier du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans les locaux de travail et sur les portes d'accès.

2.12.13. On pratiquera de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes et des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs, de manière à éviter toute accumulation de poussières et vernis secs susceptibles de s'enflammer ; ce nettoyage sera effectué de façon à éviter la production d'étincelles ; l'emploi de lampe à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

2.12.14. On ne conservera dans l'atelier que la quantité de produit nécessaire pour le travail de la journée et, dans les cabines, celle pour le travail en cours ; elle ne pourra dépasser 25 litres.

2.12.15. Le local comprenant le stock de vernis de l'établissement sera placé en dehors de l'atelier, à une distance suffisante pour qu'il ne puisse y avoir propagation ou risque d'incendie.

Le sol de ce local sera imperméable, incombustible et disposé en forme de cuvette pouvant retenir la totalité des liquides inflammables entreposés.

L'industriel devra, en outre, se conformer aux arrêtés visant les dépôts de cette nature si le stock est suffisant pour entraîner le classement.

2.12.16. Il est interdit d'utiliser à l'intérieur des ateliers des liquides inflammables pour un nettoyage quelconque (mains, outils etc...)

2.12.17. L'application de vernis à base d'huiles siccatives est interdite dans l'atelier.

2.12.18. L'atelier de séchage ou de cuisson sera dans un local distinct de l'atelier d'application. Si ces locaux sont contigus, ils seront séparés par une porte de résistance coupe-feu de degré une heure et munie d'un rappel autonome de fermeture.

2.13. INSTALLATION DE SECHAGE :

2.13.1. L'atelier sera construit en matériaux résistant au feu. Les parois seront coupe-feu de degré 2 heures. La couverture incombustible. Le sol sera imperméable et incombustible.

Les portes, au nombre de deux au moins, seront coupe-feu de degré une demi-heure si elles donnent sur un intérieur et pare-flammes de degré une demi-heure si elles donnent sur l'extérieur. Elles seront munies de fermetures automatiques s'ouvrant dans le sens de la sortie et ne comporteront aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou etc...).

2.13.2. L'atelier ne commandera ni un escalier ni un dégagement quelconque. Il ne sera pas surmonté, autant que possible, de locaux occupés par des tiers ou habités. Dans le cas contraire, ces locaux auront un dégagement indépendant, et le plancher haut de l'escalier sera en matériaux coupe-feu de degré 2 heures.

2.13.3. Les locaux abritant les fours de séchage ou de cuisson seront construits en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré 2 heures. Ils seront sans communication directe avec les ateliers ou magasins de l'établissement.

Le sol sera imperméable et incombustible.

2.13.4. Les vapeurs provenant du séchage ou de la cuisson seront évacuées à l'extérieur, de sorte qu'elles ne se répandent pas dans l'atelier mais sans qu'il puisse en résulter toutefois d'inconfort ou d'insalubrité pour le voisinage.

2.13.5. Si l'emplacement de l'atelier et ses conditions d'exploitation laissent persister cependant des odeurs gênantes pour le voisinage, un dispositif efficace de captation ou de désodorisation des gaz, vapeurs ou poussières pourra être exigé (tel que colonne de lavage, appareil d'absorption etc...).

En aucun cas, les liquides et produits ainsi récupérés ne devront être rejetés à l'égout.

2.13.6. L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre, ou à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit ; l'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs, les rhéostats, seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles tel que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile", etc.. Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur,

à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la Société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.13.7. Tous moteurs, tous transformateurs, tous appareils mécaniques ventilateurs, transmissions, machines etc... seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par le bruit ou par les trépidations.

2.13.8. Si l'application a lieu par pulvérisation, elle se fera, en principe, dans un local distinct de l'atelier de cuisson ; si ces locaux sont contigus, ils seront séparés par un sas de 3 mètres carrés de surface minimale dont les portes, distantes de 2 mètres au moins en position fermée, seront pare-flammes de degré 1 heure et munies d'un système de fermeture automatique.

III - AUTRES DISPOSITIONS :

3.1. ACCIDENTS OU INCIDENTS :

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des installations classées n'en a pas donné l'autorisation et, s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.

3.2. CONTROLE ET ANALYSE :

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles, des analyses et des prélèvements soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

Il pourra également demander la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

3.3. ENREGISTREMENT, RAPPORTS DE CONTROLE ET REGISTRES :

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'Inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

3.4. NORMES :

En cas de modification de l'une des normes rendues applicables par le présent arrêté, l'homologation de la norme modifiée entraînera la substitution des dispositions de cette dernière à celles de la norme précédente.

3.5. CODE DU TRAVAIL :

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail, et par les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la Sécurité sociale, et en particulier aux points suivants :

- l'insonorisation (article T 232-9 du Code du Travail),
- l'aspiration des poussières et des gaz (article R 232-12 à 15 du Code du Travail)
- appareils de lavage : respect de l'ensemble des dispositions du décret du 23 août 1947 et non seulement des vérifications annuelles,
- utilisation du matériel électrique prévu dans les locaux à risque d'incend par le décret du 14 novembre 1962
- la peinture par pulvérisation (décret du 23 août 1947)

3.6. CHANGEMENT D'EXPLOITANT :

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

3.7. DROITS DES TIERS :

Les droits des tiers sont et demeurent expressement réservés.

IV - MISE EN CONFORMITE :

La conformité des installations aux dispositions du présent arrêté devra être effective au 1er septembre 1982.

ARTICLE 3 : Aucune modification ne pourra être apportée à cette installation si elle est de nature à en augmenter les inconvénients.

ARTICLE 4 : Dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant le délai de deux ans, une nouvelle autorisation serait nécessaire.

ARTICLE 5 : Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation. Il devra, en outre, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

En outre, l'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires au maintien des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est uniquement accordée par application des règlements sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En conséquence, elle n'a pas pour effet de dispenser le bénéficiaire des obligations ou formalités qui lui seraient imposées par d'autres lois ou règlements.

ARTICLE 8 : Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 9 : M. le Secrétaire Général de la Loire, M. le Maire de FRAISSES et M. le Directeur interdépartemental de l'Industrie RHONE-ALPES, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en Mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la Mairie et un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 28 DEC. 1981

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet
Chargé de Mission

Jean-Marc REBIERE

Ampliations adressées à :

- M. Louis RAMBAUD - Chef de l'Etablissement de l'Ondaine de la Société CREUSOT-LOIRE - 42700 FIRMINY
- M. le Maire de FIRMINY
- M. le Maire d'UNIEUX, comme suite à l'avis du Conseil municipal du 18 septembre 1980
- M. le Maire de FRAISSES, comme suite à l'avis du Conseil Municipal du 8 octobre 1980
- M. le Maire de SAINT-PAUL-EN-CORNILLON, comme suite à l'avis du Conseil municipal du 22 octobre 1980
- M. le Directeur interdépartemental de l'Industrie RHONE-ALPES, inspecteur des installations classées, comme suite à son rapport de présentation au Conseil départemental d'hygiène DE.2.80.I54 du 22 octobre 1981
- M. le Directeur départemental de l'Equipement, comme suite à ses avis des 17 octobre 1980 et 24 décembre 1980
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture, comme suite à son avis du 1er octobre 1980
- M. le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi, comme suite à son avis du 7 novembre 1980
- M. le Directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales, comme suite à son avis du 8 octobre 1980
- M. le Directeur départemental de la Protection civile, comme suite à son avis du 1er octobre 1980
- aux archives

Pour le Secrétaire Général
et par délégation
Attaché de Préfecture
Chef de Bureau

M. F. MATTEO

